

# DISCOURS DE M. LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

## devant le Parlement Sud-Africain

**Le Cap – Jeudi 28 février 2008**

Madame la Présidente Monsieur le Président,  
Mesdames et Messieurs les Parlementaires,

Je voudrais vous dire mon émotion de parler devant le Parlement d'un pays qu'en France nous admirons, je veux dire votre pays, l'Afrique du Sud.

Avec le recul, le vingtième siècle apparaît comme l'un des siècles les plus brutaux de l'histoire de l'humanité. Le vingtième siècle pour l'humanité ce fut : deux guerres mondiales, un génocide, la shoah, des dictatures, des exilés.

Le vingtième siècle, ce fut pour le monde un siècle de fer. Et l'Afrique, votre Afrique en a subi dans sa chair toute la violence et toute l'horreur. L'Afrique a enduré la colonisation ; les conséquences des grands conflits mondiaux ne lui furent pas épargnées à l'Afrique puisque vos fils en payèrent aussi le prix en combattant au service des puissances coloniales. Puis vinrent les luttes pour la décolonisation et de nouvelles victimes, puis vinrent des conflits entre pays africains qui accompagnèrent le conflit entre l'Est et l'Ouest. Et puis comme si cela ne suffisait pas, il a fallu que l'Afrique connaisse les génocides.

Plus que d'autres, l'Afrique fut victime du mépris et du racisme.

Et c'est pourtant de ce continent souvent humilié, parfois bafoué, et précisément d'Afrique du Sud, qu'est venue à la toute fin du vingtième siècle une magnifique leçon d'humanité. Alors qu'ici même régnaient l'apartheid et ses violences, alors que la vengeance et de nouvelles oppressions auraient pu naître de tant d'humiliations, le peuple d'Afrique du Sud, guidé par des hommes hors du commun, a voulu rompre la longue chaîne du malheur.

Cette extraordinaire réussite humaine, qui est la vôtre, doit beaucoup à l'homme qui après 27 ans de prison a dit à ceux qui l'avaient si longtemps privé de sa liberté : « L'opresseur doit être libéré tout comme l'opprimé. L'opprimé et l'opresseur sont tous deux dépossédés de leur humanité. » Je vous prie de croire que dans mon engagement politique, cette phrase a beaucoup compté.

Et vous, les Sud-Africains, vous avez délibérément choisi la réconciliation. En décidant d'emprunter ce chemin, je suis venu vous dire en tant que Président de la France que vous avez en quelque sorte aussi racheté le siècle. Vous avez permis qu'en dépit des atrocités du vingtième siècle, ce siècle qui fut le siècle de l'horreur puisse se clore sur un immense signal d'espoir pour l'humanité tout entière, et ce n'est pas rien que ce signal d'espoir soit venu d'Afrique.

C'est donc empreint, Mesdames et Messieurs, de respect pour votre Nation que je me présente devant

vous, les Représentants de ce grand peuple d'Afrique du Sud, hérauts d'une société plus juste et plus humaine parce que plus fraternelle. C'est pour saluer ce peuple et l'espoir qu'il nous donne que j'ai souhaité venir ici, en Afrique du Sud.

Parce que l'Afrique a su faire naître cet espoir, la France veut travailler avec l'Afrique du Sud. Notre monde doit s'appuyer désormais sur votre exemple pour dire qu'il n'y a pas de fatalité. La France apporte à cette lutte contre la fatalité ses valeurs, la liberté, l'égalité et la fraternité.

Mais la France et l'Afrique du Sud, j'en ai la conviction, ensemble, peuvent mieux contribuer que d'autres à l'émergence d'un monde apaisé.

\* \*\*

Ce défi commun, nous l'avons en partage d'abord pour que l'Europe et l'Afrique tissent enfin des liens nouveaux ; des liens qui ne soient plus ceux de l'inégalité, de l'exploitation et du ressentiment. A l'inégalité, à l'exploitation, au ressentiment, je veux opposer l'égalité, l'équité et le respect entre l'Europe et l'Afrique.

La relation entre la France et l'Afrique est ancienne. Je ne veux éviter aucune question et escamoter aucun problème. La relation entre la France et l'Afrique a pu être douloureuse, et en tant que Président de la France je veux vous dire que j'ai déjà eu l'occasion d'évoquer les crimes et les fautes commises. Et je n'ai pas l'intention de les oublier, parce que je sais que sur ce continent, on a la mémoire, la mémoire des anciens, la mémoire des malheurs et la mémoire des douleurs.

Il ne faut pas oublier non plus ce que la France doit à l'Afrique. Je pense notamment à l'aide précieuse que l'Afrique nous a apportée dans les deux guerres mondiales. Et je n'oublie pas que l'Afrique du Sud a combattu à nos côtés.

La force de ces liens n'appartient pas qu'au passé, elle s'inscrit aussi dans l'identité française. Savez-vous mes chers amis que 10% de la population française aujourd'hui peut revendiquer son origine africaine ?

Elle s'inscrit aussi dans l'identité africaine à travers la langue française.

Mais en dépit de la profondeur et de l'ancienneté de ces liens, la relation de la France avec l'Afrique, particulièrement avec l'Afrique sub-saharienne, se distend.

Le nombre de Français vivant en Afrique, les exportations et les investissements français vers l'Afrique ont baissé. Il en résulte que nos partenaires traditionnels en Afrique ont parfois le sentiment d'un abandon ou au minimum d'un désintérêt de la France à leur endroit. Alors cette relation est compliquée parce que s'y mêlent depuis toujours à la raison le sentiment et la passion, parce qu'elle est depuis toujours chargée d'une grande affectivité, mais aussi parce que cette relation est en décalage par rapport à ce que veulent les Africains et à ce que perçoivent les Français.

Aujourd'hui, je le dis du fond de mon cœur, l'ancien modèle de relations entre la France et l'Afrique n'est plus compris par les nouvelles générations d'Africains, comme d'ailleurs par l'opinion publique française,

il faut changer le modèle des relations entre la France et l'Afrique si l'on veut regarder l'avenir ensemble.

Je sais même qu'au sein de cette Assemblée, certains d'entre vous, militants de la lutte de libération, perçoivent eux-mêmes encore ces relations de la France et de l'Afrique à travers le prisme de la colonisation. Votre présence pour m'écouter n'en a d'ailleurs à mes yeux que davantage de prix.

Nous nous trouvons dans une situation où notre engagement politique, militaire ou économique aux côtés de l'Afrique est perçu par beaucoup non comme une aide sincère, mais comme une ingérence néocoloniale ; mais dans le même temps, ayez l'honnêteté de reconnaître que certains nous reprochent une indifférence, un retrait ou une absence d'engagement, un abandon ou une ingratitude. Pour les uns on fait trop, ou mal pour les autres pas assez.

Et je sais parfaitement que les Africains en ont assez de recevoir des leçons de morale ou de bonne gouvernance. Ils les perçoivent, ces leçons, comme arrogantes ou condescendantes ; mais dans le même temps, les sociétés civiles, les opinions publiques d'Afrique nous interpellent, nous la France, et elles souhaitent notre implication directe à leur côté pour dénoncer la corruption ou la mauvaise gouvernance.

Il existe aujourd'hui une sorte d'exception africaine dans l'opinion publique : ce qui est considéré comme normal avec d'autres régions du monde fait naître le soupçon quant aux intentions du gouvernement français dès qu'il s'agit de l'Afrique.

La jeunesse africaine entretient avec la France une relation ambivalente d'attraction et de contestation.

Actuellement, plus de 100.000 Africains font des études supérieures en France. Contrairement aux idées reçues, il n'y a jamais eu autant d'étudiants africains dans les universités françaises. Et cependant, la jeunesse d'Afrique éprouve le sentiment que la France se ferme à elle.

Mesdames et Messieurs, c'est mon devoir de Président de la République de lever ces malentendus, de dénoncer ces paradoxes qui trahissent une situation qui n'est satisfaisante ni pour vous ni pour nous. Ma conviction est que la relation franco-africaine est pleine d'avenir à condition que nous lui donnions un nouvel élan.

De même que l'Afrique du Sud incarne une Afrique nouvelle, la relation franco-sud-africaine doit inspirer une relation nouvelle entre la France et l'Afrique. La France et l'Afrique du Sud peuvent avoir des relations exemplaires, équilibrées, transparentes, et si vous me le permettez décomplexées. Vous êtes devenu notre premier partenaire économique. 160 sociétés françaises développent des partenariats industriels et créent des emplois.

Ce matin, avec le Président Thabo Mbeki nous avons signé des accords dans les domaines de l'énergie, des transports, de la science et du tourisme qui témoignent de la diversité de ces liens. Nous devons aller plus loin. Le niveau de développement atteint par l'Afrique du Sud n'explique pas à lui seul la nature de nos relations. Et je souhaite un partenariat véritable entre nous.

Monsieur le Président, Cher Thabo, vous avez coutume de dire que "l'Afrique du Sud ne peut être un îlot de prospérité au milieu d'un océan de misère". La France pense exactement la même chose.

Je veux affirmer devant vous que la sécurité et la prospérité de la France et de l'Europe sont indissociables de la sécurité et de la prospérité de l'Afrique.

14 kilomètres séparent l'Afrique et l'Europe par le détroit de Gibraltar. Ne pas comprendre que nos destins sont liés, c'est procéder à un contresens historique dont les conséquences seraient dramatiques. L'Europe et l'Afrique auront le même destin en terme de sécurité et de développement.

La Renaissance de l'Afrique, la France la souhaite. La France souhaite la renaissance de l'Afrique de toute son âme, elle la souhaite de tout son cœur, elle la souhaite au nom de tout ce qui l'unit à l'Afrique. Cette Renaissance, l'Afrique du Sud la veut. Elle en a donné le signal. Elle a montré l'exemple.

La Renaissance, ce n'est pas d'abord une affaire de moyens. C'est d'abord, Mesdames et Messieurs, une affaire de mentalités. Mais qu'est-ce que l'homme de la Renaissance ? C'est l'homme qui croit que tout est possible. L'homme de la Renaissance est un homme qui croit en l'Homme. Et parce qu'il croit en l'homme, il pense que l'homme peut changer le monde. L'homme de la Renaissance c'est un homme dont les rêves sont plus grands que ce qu'il peut accomplir !

Pour travailler à cette Renaissance, la France veut refonder ses relations avec l'Afrique. La France ne veut pas être en Afrique pour perpétuer sous d'autres formes des rapports inégaux qui appartiennent à un passé révolu. Si la France veut refonder sa relation avec l'Afrique, la France doit commencer par reconnaître et assumer ses intérêts en Afrique. La paix et la sécurité du continent africain, la lutte contre la pauvreté, la croissance économique du continent, votre insertion dans la mondialisation sont pour nos deux pays des intérêts communs. La France, comme l'Afrique du Sud, a intérêt au développement de l'Afrique. Parce que les guerres, les pandémies, les trafics ou le terrorisme en Afrique auront des conséquences directes en Europe et en France. Si vous échouez aujourd'hui, ce sera le drame pour nous demain.

La France, comme l'Afrique du Sud, ont un même intérêt à une meilleure régulation de la mondialisation. La mondialisation est entrée dans notre histoire. Il serait illusoire et dangereux de prétendre gérer les grandes affaires du monde sans l'Afrique. La France n'acceptera pas qu'on puisse traiter des grandes affaires du monde sans qu'un pays africain ne puisse prendre sa part et parler au nom du continent africain.

Mais est-ce que les autres dirigeants du monde se rendent compte que l'Europe et l'Afrique représentent ensemble près de la moitié des pays de la planète ? Et c'est ensemble seulement que les Européens et les Africains pourront peser sur la mondialisation. L'Afrique du Sud est pour nous un partenaire dans la mondialisation. Nous avons une approche commune. Et je le dis comme je le pense, il est profondément anormal que le G8 ne fasse pas toute sa place au G5. On ne peut pas prétendre traiter des grandes questions du monde sans faire une place à égalité au G5, et donc à l'Afrique du Sud.

Je pense la même chose du Conseil de sécurité des Nations unies. Il y a un milliard d'Africains dans le monde. Qui peut concevoir que l'Afrique n'ait pas au moins un siège de membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies ? C'est une évidence.

Je pense la même chose des grandes organisations internationales comme le FMI. J'ai participé, cher Thabo, tu le sais, à mon premier G8 de Président de la République à Heiligendamm. Et j'ai constaté que pendant deux jours et demi, nous avons travaillé à huit pays et que pour le déjeuner du dernier jour, nous avons invité – excusez du peu – deux milliards et demi d'habitants. J'étais

géné pour les invités de la dernière minute qui auraient dû être invités à la première minute de ce sommet.

Pas un pays d'Amérique du Sud. Pas un pays d'Afrique. Pas l'Inde et pas la Chine. Il faut pour le XXIème siècle, l'organisation du XXIème siècle et pas l'organisation du XXème siècle.

Alors, il ne nous appartient pas de décider qui représentera l'Afrique. Mais je constate que l'Afrique du Sud marche à l'avant-garde de ce continent ; qu'elle a tous les atouts pour faire entendre sa voix dans ces enceintes.

Le Président Mbeki a par le passé gratifié la France du titre de "Citoyenne d'Afrique". C'est à mes yeux un vrai compliment et je souhaite que la France le mérite.

Pendant la campagne présidentielle française, j'ai exprimé ma volonté de rénover la relation entre la France et l'Afrique. Je mènerai à bien cette rénovation je vous demande de me comprendre.

Il y a trois semaines au Tchad, alors que des mouvements rebelles tentaient de renverser par les armes les autorités légales du pays, la France, s'est interdit de s'immiscer dans les combats. Je n'ai pas autorisé à ce qu'un seul soldat français tire sur un africain, même si pour moi il convenait de soutenir le gouvernement légal du Tchad. C'est un changement sans précédent. Mais je veux aller plus loin aujourd'hui. Ce changement il faut le poursuivre, parce que la présence militaire française en Afrique repose toujours sur des accords conclus au lendemain de la décolonisation, il y a 50 ans !

Je ne dis pas que ces accords n'étaient pas à l'époque justifiés. Mais j'affirme que ce qui a été fait en 1960 n'a plus le même sens aujourd'hui. La rédaction est obsolète et il n'est plus concevable, par exemple, que l'armée française soit entraînée dans des conflits internes. L'Afrique de 2008 n'est pas l'Afrique de 1960 ! La France en tirera toutes les conséquences avec ses partenaires africains.

Et je veux devant le Parlement d'Afrique du Sud faire quatre propositions.

La première porte sur les accords de défense entre la France et les pays africains. Ils doivent refléter l'Afrique d'aujourd'hui, et pas l'Afrique d'hier. Ils doivent reposer sur les intérêts stratégiques de la France et de ses partenaires africains. Je ne dis pas qu'il faille nécessairement faire table rase et tout effacer d'un seul trait de plume. Mais je dis que la France souhaite engager des discussions avec tous les Etats africains concernés pour adapter les accords existants aux réalités du temps présent et en tenant le plus grand compte de la propre volonté des pays africains. La France sera ouverte au dialogue avec tous ceux qui souhaiteront nouer avec elle un nouveau partenariat en matière de sécurité.

Deuxième proposition, je vais refonder nos relations sur un principe qui n'existait pas et que j'imposerai, le principe de la transparence. La transparence, c'est la meilleure garantie pour des relations solides et durables, le meilleur antidote aux fantasmes et aux incompréhensions. Contrairement à la pratique passée, j'annonce au Parlement d'Afrique du Sud que tous les accords de défense entre la France et les pays africains seront intégralement publiés. J'associerai également étroitement le Parlement français aux grandes orientations de la politique de la France en Afrique.

Troisièmement, je propose que la présence militaire française en Afrique serve en priorité à aider l'Afrique à bâtir, comme elle en a l'ambition, son propre dispositif de sécurité collective.

L'Union africaine souhaite disposer de forces en attente à l'horizon 2010 – 2012 ? Eh bien que cet objectif soit aussi celui de la France ! La France n'a pas vocation à maintenir indéfiniment des forces armées en Afrique, l'Afrique doit prendre en charge ses problèmes de sécurité.

Que l'on me comprenne bien : il ne s'agit nullement d'un désengagement de la France en Afrique. C'est tout le contraire. Je souhaite que la France s'engage davantage au côté de l'Union Africaine, cher Thabo, pour construire le système de sécurité collective dont l'Afrique a besoin car la sécurité de l'Afrique c'est d'abord naturellement l'affaire des Africains.

Enfin, ma dernière proposition vise à faire de l'Europe un partenaire majeur de l'Afrique en matière de paix et de sécurité. C'est le sens du partenariat conclu entre nos deux continents à Lisbonne en décembre dernier. C'est notre intérêt à tous, car une Europe forte a besoin d'une Afrique forte.

Mais je sais bien que le meilleur garant de la paix et de la sécurité, c'est la démocratie et la justice. Alors parlons-en de démocratie et de justice. La France souhaite en Côte d'Ivoire la tenue d'élections libres, justes et reconnues. Aucun pays ne peut espérer le développement sans organiser des élections démocratiques. Cela fait trop d'années que nous les attendons. Et il en va de même au Zimbabwe. Et il en va de même au Tchad où l'enracinement de la démocratie appelle dès maintenant de nouveaux efforts de la part de tous. Et je veux le dire : la démocratie et les Droits de l'Homme, cela vaut aussi en Afrique et ce n'est pas une conditionnalité exposée de l'extérieur. La démocratie et les Droits de l'Homme n'ont rien d'étranger à l'Afrique. Ce sont des aspirations des peuples africains que la France partage.

En matière de développement, je souhaite que la France contribue plus activement à la lutte que vous avez engagée contre la pauvreté. La France maintiendra son engagement financier pour la réalisation des Objectifs de Développement du Millénaire. Le Président MBEKI m'a interrogé, ma réponse est claire. Mais j'ai souhaité que la France intervienne de manière plus ciblée pour favoriser l'accélération de la croissance économique. Et que nous contribuions directement à la création d'entreprises africaines génératrices d'emplois.

C'est pourquoi j'ai décidé aujourd'hui de lancer une initiative de soutien à la croissance économique. Cette initiative sera mise en œuvre par l'Agence Française de Développement. Elle comportera trois composantes. Nous allons créer un fonds d'investissement de 250 millions d'euros pour prendre des participations dans d'autres fonds mixtes ou thématiques, de façon à développer les entreprises africaines.

La deuxième composante, c'est la création d'un fonds de garantie doté aussi de 250 millions d'euros, pour permettre de faciliter l'accès des PME africaines au crédit bancaire et au capital.

La troisième composante sera le doublement de l'activité de l'Agence Française de Développement en faveur du secteur privé, soit un engagement de 2 milliards d'euros, que je vous annonce, en 5 ans.

Au total, l'initiative de la France mobilisera donc deux milliards et demi d'euros en 5 ans qui financeront directement ou indirectement 2000 entreprises africaines, pour la création de 300 000 emplois.

En intégrant cette initiative, le total des engagements financiers français bilatéraux pour l'Afrique subsaharienne s'élèvera donc à 10 milliards d'euros sur les 5 prochaines années. Qui osera après parler de

désengagement de la France ?

Enfin, je voudrais terminer en évoquant un sujet difficile, mais il ne sert à rien de faire des voyages si on ne parle pas des questions difficiles.

Je voudrais parler de l'avenir des relations entre la France et l'Afrique s'agissant des migrations. 65% des 200 000 étrangers qui s'installent chaque année en France viennent du continent africain.

Cependant, il ne s'agit pas seulement d'un phénomène Nord-Sud. La grande majorité de ces mouvements migratoires est interne au continent africain. L'Afrique du Sud vous accueille vous-même, à vous seule, près d'un quart des populations migrantes de l'Afrique.

La réalité de l'immigration n'est pas satisfaisante aujourd'hui. Elle ne l'est pas pour nous, mais elle ne l'est pas davantage pour vous. Nous sommes confrontés ! Européens et Africains du Sud, au même défi. 500 000 personnes entrent illégalement en Europe tous les ans, l'ampleur du phénomène vers l'Afrique du Sud l'oblige également à un très grand nombre d'expulsions. Qui pourrait se satisfaire d'une situation pareille ?

Je n'ai jamais dit, parce que je ne le pense pas, que l'immigration est un phénomène qu'il faudrait combattre. Et j'ai toujours dénoncé le concept scandaleux d'immigration zéro, qui est une idée dangereuse et une idée irréaliste. La France comme l'Afrique du Sud sont deux nations qui doivent une part de leur essor à l'apport des migrants, nous ne pouvons pas l'oublier.

Aucun pays au monde ne peut se permettre de recevoir, cependant, une quantité de migrants qui excède sa capacité à les accueillir dignement, dans le travail, le logement, l'éducation et les soins. La rupture de cet équilibre entraîne des phénomènes de chômage massif, d'exclusion et de ghettos.

C'est donc la responsabilité de tout Gouvernement de décider combien de migrants il est prêt à accueillir sur son territoire et dans quelles conditions.

La France prépare une réforme capitale de sa politique de l'immigration. Un quota annuel de nouveaux migrants accueillis en France sera débattu et voté chaque année par le Parlement. Ce plafond comportera des sous-catégories par motifs d'immigration – travail ou regroupement familial. Il sera négocié avec les pays d'origine dans le cadre des accords de gestion concertés des flux migratoires.

On ne gère pas l'immigration uniquement par la décision du pays d'accueil, mais également par la décision du pays de départ.

Le temps est venu de construire un partenariat euro-africain sur les migrations, sur trois sujets essentiels, capitaux à mes yeux :

D'abord le pillage de vos cerveaux. C'est un sujet d'une gravité extrême. Un rapport de l'OMS de 2006 souligne cette situation invraisemblable : l'Afrique supporte 24% du fardeau des maladies, et la même Afrique qui supporte 24% du fardeau des maladies ne possède plus que 3% du personnel médical sur son territoire. Comment allez-vous soigner les vôtres si tous les médecins que vous formez s'en vont chez nous pour essayer de trouver un développement qu'ils ne trouvent pas chez vous ? Le pillage des cerveaux, il convient d'y mettre un terme. Cette situation n'est pas tenable. Il faut éviter le départ définitif

des élites africaines.

Savez-vous qu'il plus de médecins béninois qui exercent dans mon pays que de médecins béninois qui exercent au Bénin ? Ne croyez-vous pas que le Bénin qui est l'un des pays les plus pauvres du monde, a besoin d'avoir ses médecins plutôt que la France.

Ensuite, la répression des filières : il est temps que la communauté internationale se mobilise contre cet odieux trafic qui exploite la misère de malheureux qui n'ont d'autres espoirs que dans le départ. Nous devons être plus sévères avec ces esclavagistes des temps modernes qui déshonorent l'humanité.

Enfin le co-développement, la mobilisation des populations migrantes pour le développement des pays d'origine.

Ce nouveau chantier fait partie d'un large paquet de mesures adopté lors du 2<sup>o</sup> Sommet UE Afrique à Lisbonne. Et je développerai cette relation lorsque j'exercerai, à partir du 1<sup>er</sup> juillet de cette année, les fonctions de Président de l'Union européenne.

Au-delà de la relation entre Etats, nous devons multiplier les liens qui existent entre nous. Alors j'entends bien que ces liens, ils ont suscité beaucoup de déception dans le passé. Et je voudrais notamment dire combien je souhaite la poursuite des Sommets Afrique-France. Mais je veux que ces rencontres changent dans leur méthode et dans leur nature. Il est nécessaire de les adapter quant à leur finalité et à leur déroulement.

Il est nécessaire de changer les sommets Afrique-France, de changer les méthodes, de changer les objectifs. Leur préparation mérite plus de concertation, les débats gagneront à être structurés différemment, il y a lieu d'ajuster leur périodicité à celle d'autres rencontres, dans le cadre de l'Union européenne ou de la Francophonie. On peut songer enfin à leur conférer un caractère plus concret, tirer des bilans ou formuler des orientations.

Je propose que la prochaine réunion ministérielle de suivi qui précèdera le prochain Sommet déjà prévu au Caire en 2009 soit l'occasion de se prononcer en commun sur de nouvelles modalités. Comprenez-moi bien : parce que je crois à la nécessité de l'amitié entre la France et l'Afrique, je ne veux avoir aucun tabou dans la refondation de nos relations.

\* \*\*

Alors que débute le XXI<sup>ème</sup> siècle, j'ai parfaitement conscience que notre génération porte la lourde responsabilité d'éviter les drames qu'a connus le précédent. Le message d'humanité et de réconciliation venu d'Afrique du Sud doit donc nous guider.

Dans mon bureau, mes chers amis, à Paris, il y a une photo de Nelson Mandela qu'il m'a offerte lorsqu'il est venu l'année dernière. Quand je regarde ce visage qui pour le monde entier est devenu le visage du pardon, je pense toujours à deux choses qu'il a dites.

La première, c'était pendant la campagne de 1994. Il disait à ceux pour la dignité desquels il s'était tant battu – il a eu le courage de leur dire cela -« Si vous voulez vivre mieux, vous devez travailler dur. Nous ne pouvons le faire à votre place ; vous devez le faire vous-mêmes. »

Le deuxième message, c'est ce passage magnifique à la fin des mémoires de Nelson Mandela, quand il dit – ce qui est bouleversant pour nous -: « Personne ne naît en haïssant une autre personne à cause de la couleur de sa peau, ou de son passé, ou de sa religion. Les gens doivent apprendre à haïr, et s'ils peuvent apprendre à haïr, on peut leur enseigner aussi à aimer. » Quand Nelson Mandela parle ainsi, il n'appartient pas à l'Afrique du Sud, il fait honneur au monde dans son ensemble.

Votre histoire nous enseigne que les hommes ne sont pleinement humains que par et grâce à d'autres hommes. Votre pays en fait tous les jours la démonstration en faisant coexister les descendants des esclaves et ceux des maîtres ; en faisant coexister les descendants des fermiers venus d'Angleterre, des Pays-Bas ou de France et ceux des conquérants zoulous et des guerriers khossas ; en faisant coexister les descendants des métayers venus du Gujarat et ceux des mineurs venus de toute l'Afrique Australe.

Votre histoire, mes chers amis d'Afrique du Sud, démontre que les valeurs de votre révolution, comme celles de la Révolution Française, peuvent toujours permettre de transformer le monde. Ensemble, Africains du Sud et Français, nous croyons à l'égalité des droits, nous croyons à l'égalité des dignités, nous refusons le racisme.

Votre histoire nous dit que le monde, pour réussir, a besoin de l'Afrique, de la voix de l'Afrique, mais d'une Afrique debout, d'une Afrique vivante et d'une Afrique libre.

Vive l'Afrique du Sud,  
Vive la France.